

Revenus pétroliers

que le secteur pétrolier ne puisse se remettre à tourner comme il le devrait pour nous sortir de la récession.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien) s'est déclaré nettement en désaccord avec les déclarations que le chef de notre parti a faites à Calgary. Lors d'une réunion regroupant des libéraux à Ottawa, le ministre en a profité pour faire certaines critiques acerbes à leur sujet. Et comme lui seul sait le faire, il a également assuré avec une grande éloquence la défense du Programme énergétique national dont il a vanté les bienfaits. Notre chef avait soutenu que la production pétrolière diminuait de 30,000 barils par an. Le ministre a répondu en citant des prévisions publiées dans la revue *Oilweek*, selon lesquelles cette production s'accroîtrait de 3.4 p. 100 en 1983 par rapport à 1982. Tout cela est bien exact, mais je tiens à démontrer que le ministre dénature les données que lui communiquent ses collaborateurs. En fait, c'est de cette façon que le gouvernement s'emploie à régler les difficultés qui surgissent sur son chemin, au lieu de s'y attaquer de front.

Ainsi, le ministre a négligé de rappeler que, en 1983, la production de pétrole brut classique serait inférieure de 16 p. 100 par rapport à 1979, et que les gains réalisés en 1983 sont pour la plupart imputables à la production record de deux usines d'exploitation des sables bitumineux, qui ont pratiquement doublé leur rendement en 1979. Ces usines sont situées au nord de Fort McMurray. Le ministre a omis de signaler que les nappes pétrolières qu'on avait découvertes en 1947 et qui avaient lancé le secteur pétrolier au Canada, soit le champ pétrolifère Leduc, étaient désormais épuisées. Il a également négligé de dire que nos réserves de pétrole classique étaient en train de diminuer progressivement, car les activités de prospection et de forage avaient été massivement transférées, du fait de l'intervention du gouvernement, du bassin sédimentaire de l'Ouest aux régions situées au large de nos côtes et aux terres du Canada. Le ministre a cité les calculs de la *Oilweek* d'après lesquels les dépenses effectuées en 1983 par le secteur au chapitre de la prospection et de la mise en valeur se sont élevées à 5.6 milliards de dollars et il a fait remarquer que le coût dépasserait de 70 p. 100 les 3.2 milliards dépensés en 1979. Cela est également vrai, mais le ministre ne nous a pas dit que de ces 3.7 milliards que l'on prévoit consacrer aux activités de prospection en 1983, plus de 3 milliards seront dépensés dans les terres domaniales alors que seulement 700 millions le seront dans le bassin sédimentaire de l'Ouest aux réserves bien connues.

Monsieur le Président, je voudrais à présent vous parler de la chasse aux canards. Ce n'est pas dans les régions montagneuses que l'on attrape des canards, et il convient plutôt de se rendre dans les endroits que ces bêtes fréquentent. Le gouvernement souhaite trouver du pétrole. Or nous avons dans l'Ouest un bassin sédimentaire bien établi. Nous avons les sables bitumineux et la capacité de production. Ce que fait le gouvernement, en vertu de sa politique, c'est qu'il transfère cette capacité dans ce que l'on appelle les terres du Canada où, jusqu'à présent, on n'a rien découvert d'important, je veux parler de la mer de Beaufort et du delta du Mackenzie.

● (1620)

Une voix: Il faut penser à l'avenir!

M. Shields: Un député me crie qu'il faut penser à l'avenir. De toute évidence, il n'a pas écouté, il refuse d'écouter. Ce que

j'ai dit, c'est que si l'on chasse le canard, on va à un endroit où ils se tiennent. Il y a du pétrole dans le bassin sédimentaire de l'Ouest. Il faut l'explorer et produire à un prix raisonnable, ce qui créera des emplois. Nous avons deux millions de chômeurs. Voilà le problème. Certainement, il faut penser à l'avenir, mais il ne faut pas pour autant arrêter toute exploration sur les terres du Canada. En effet, on ne prend pas 75 ou 80 p. 100 des investissements d'exploration—par décret gouvernemental—au bassin sédimentaire de l'Ouest et aux sables bitumineux, pour les affecter à l'exploration en mer de Beaufort et sur les terres du Canada, où l'on n'a pas toujours fait de découverte notable de pétrole. Voilà le problème.

Au Canada, nous nous consacrons maintenant à quelques puits extrêmement coûteux sur les terres du Canada, plutôt qu'à un secteur florissant dans les régions d'exploitation traditionnelles. Tout cela a été fait par décret gouvernemental. Voilà l'œuvre du gouvernement.

Il faut admettre que l'on a découvert quelque 1.5 milliards de barils de pétrole à Hibernia. Toutefois, j'ai ici un document qui dit que la production d'Hibernia ne commencera pas avant 1995 au plus tôt, soit dans au moins 11 ans d'ici. Le Canada sort maintenant de la récession et entre dans une période de relance économique, et cela signifie que ces quatre dernières années ont été littéralement gaspillées, car nous allons devoir acheter du pétrole et, pour ce faire, dépenser des dollars à l'étranger. Ces achats représenteront deux milliards de dollars si la relance a l'ampleur qu'on espère.

Je voudrais attirer l'attention, monsieur le Président, sur ce qu'a dit le ministre de l'Énergie et qui montre qu'il ne connaît pas son propre ministère et qu'il ne comprend pas le problème énergétique. A un moment, il a dit: «Le marché du gaz ne changera pas, à moins que Mulroney ne décide de brader notre gaz.» Un peu plus tôt, dans le même discours, dans la même ville, il avait déclaré: «Mulroney devrait dire à Peter Lougheed de diminuer le prix qu'il a fixé pour le gaz. Un tel geste contribuerait davantage à promouvoir l'utilisation du gaz au Canada que toutes les vaines paroles contre le PEN». Par conséquent, d'une part, il prétend que les conservateurs veulent brader notre gaz et, d'autre part, il demande au chef de notre parti d'aller voir le premier ministre de l'Alberta pour lui dire de vendre notre gaz moins cher, afin de résoudre tous les problèmes du secteur gazier, ce qui serait beaucoup plus utile que de parler de Programme énergétique national. Nous avons supporté ces déclarations contradictoires du gouvernement pendant trop longtemps. Les Canadiens sont au courant et ils rendront leur jugement lors des prochaines élections, soyez-en sûr.

L'Association des services au secteur pétrolier du Canada, qui représente les sociétés de service et d'approvisionnement, et non les entrepreneurs de forage et de service des plates-formes, ont constaté que les sociétés membres avaient, au cours des trois dernières années, réduit leur personnel de 40 p. 100—ce qui signifie de 20,000 à 30,000 emplois supprimés—en raison de la politique énergétique nationale. Et nous parlons là d'un secteur de service qui est canadien à 98 p. 100. Il ne s'agit pas de sociétés étrangères. Il s'agit de Canadiens qui ont créé un secteur de service qui a une réputation mondiale. Je me demande si les députés se rendent compte qu'aux abords d'Edmonton et de Calgary, il y a des sociétés qui fabriquent des plates-formes de forage qui sont considérées dans le monde